

L'informatique des industries de services : 6,7 milliards d'euros

L'étude se penche sur les entreprises de plus de 20 employés, au nombre de 36.000 pour un chiffre d'affaires global de près de 781 milliards d'euros et de 4,4 millions d'employés(*).

Autres particularités, « *les secteurs des télécommunications, de l'énergie, et des services opérationnels se caractérisent par une très forte concentration : les 10 premières entreprises réalisent plus de 60 % du chiffre d'affaires de ces secteurs. Les services opérationnels, la construction et le transport emploient plus de 65 % des effectifs de l'industrie des services. Pour 2008, l'énergie et les services opérationnels sont les marchés sur lesquels on prévoit les plus fortes croissances en termes de CA : respectivement 16 % et 11 %, » souligne Bruno Teyton analyste senior chez IDC France. On notera que le secteur Banque/Finance n'est pas inclus dans ce périmètre. Or, il représente à lui seul une forte dépense du secteur tertiaire.*

Des inégalités sectorielles ou intrasectorielles

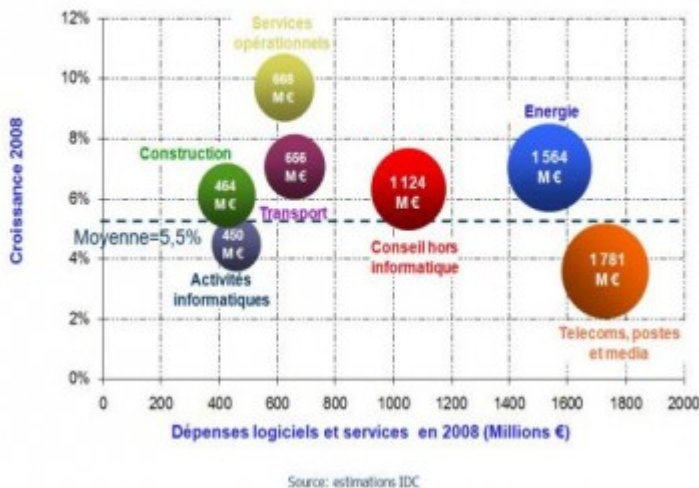
Mondialisation, accumulation des contraintes réglementaires et économiques... autant d'investissement risquant de réduire les marges. Dans ces conditions, l'informatique devient le facteur facilitant d'adaptation avec ses outils ERP, CRM, GRH, PLM, et SCM.

Le ratio "dépense logiciels et service/chiffre d'affaires " s'élève en moyenne à 0,86 % avec de fortes variations selon les secteurs : de 0,36 % dans la construction à 1,14 % dans l'énergie et l'environnement ou 1,24 % dans les télécoms-postes-média. Il est vrai que le parallèle avec les marges réalisées peut apporter une première explication, au-delà du simple facteur culturel.

Au premier rang des investisseurs informatiques, on trouve logiquement le segment télécoms-postes-média à près de 1,8 milliard d'euros. Bien entendu, les télécoms tirent ce sous-secteur, avec leurs besoins de services sans cesse innovants et rapidement déployés sur le marché, et de facturation complexe et évolutive des abonnés. En revanche, sa croissance informatique reste sous la moyenne pour 2008 à moins de 4 %. Au second rang avec plus de 1,55 milliard d'euros, l'énergie connaît en revanche un fort développement informatique sur un marché où la fin des monopoles (EDF et DGF) catalyse les développements et les investissements par de nouvelles entreprises sans passif informatique.

Ce qui explique aussi une croissance prévue de plus de 7 % des dépenses en logiciels et services. Sur le haut du spectre, on remarque que les services opérationnels enregistrent aussi une belle croissance de près de 10 %. Particularité commune à ces trois secteurs : des grands poids lourds hexagonaux aux bons résultats qui à eux seuls peuvent parfois donner une image brouillée par une généralisation excessive. Il n'empêche, la tendance est là.

Des dynamiques différenciées



La taille est-elle réellement significative ?

Si considère la taille des entreprises, celles de plus de 1.000 employés représentent 54 % de la dépense "logiciels et services", et le mid-market (100 à 1.000 salariés) pèse pour 38 %. Donc, la logique d'approche commerciale traditionnelle semble prévaloir : concentrer un effort important sur les grandes entreprises. Pourtant, nombre de ces entreprises sont géographiquement très éclatées et décentralisées, et les décisions d'investissement sont plutôt celles d'unité de type PME/PMI.

Dépenses informatiques logiciels et services en 2008

6 707 millions d'euros



Source: estimations IDC

Les priorités d'investissement confirment les trois grandes tendances liées à la mondialisation, la réduction des coûts et la gouvernance. De gros investissements sont consacrés à la production et l'ingénierie toujours en cours de consolidation. Par ailleurs, la collaboration et la gestion de contenu représentent la troisième dépense informatique avec une croissance de plus 9 % cette année. Enfin, la BI est estimée la plus prometteuse avec plus de 10%, malgré un petit résultat de 174 millions d'euros.

(*) : L'industrie des services selon IDC : la construction et l'immobilier (BTP, promotion, administration et gestion immobilières) ; le transport (terrestre, aérien, fluvial, maritime et agences de voyages) ; l'énergie et l'environnement (production et distribution d'eau, de gaz et d'électricité, assainissement, pétrole et nucléaire) ; les télécommunications, postes et médias ; l'informatique (édition, conseil, traitement des données) ; le conseil et l'assistance hors informatique (architecture, ingénierie, juridique et comptabilité, gestion, études de marché) ; et les services opérationnels (location sans opérateur, sélection et fourniture de personnel, enquête et sécurité, nettoyage).